

Des enseignements sous contrôle ?

Ismail Ferhat

L'influence du politique sur les manuels scolaires est un sujet gorgé de passions et de polémiques. Un ouvrage collectif en fait la recension depuis la guerre dans divers pays, autour du colonialisme, des grands personnages de l'histoire et du nationalisme.

À propos de : Jérémie Dubois et Patricia Legris (dir.), *Disciplines scolaires et cultures politiques. Des modèles nationaux en mutation depuis 1945*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018. 234 p., 22 €.

L'école française a été à de multiples reprises accusée de « politisation », terme aussi ambivalent que souvent péjorant. Ces critiques viennent d'ailleurs de champs parfois très éloignés, de l'extrême-droite catholique accusant à la fin du XIXe siècle le système éducatif républicain d'être irrégulier, à certaines gauches extrêmes dénonçant en sens contraire l'école comme un instrument aux mains de la bourgeoisie. C'est peu dire donc que l'ouvrage dirigé par Jérémie Dubois et Patricia Legris, issu d'un colloque organisé les 19-20 mars 2015 à Rennes, s'aventure sur un terrain gorgé de passions, celui de l'influence politique sur les pratiques et institutions éducatives. Les deux historien(ne)s, spécialistes des programmes scolaires et des politiques publiques les définissant, s'intéressent aux contenus d'enseignement, qu'ils soient ceux des programmes d'enseignement ou des manuels scolaires. Ceux-ci sont largement investis, certes, par les sciences sociales de l'éducation sous l'expression de « curriculum » (p. 11). Mais, concrètement, comment les pouvoirs et les enjeux politiques les influencent-ils ?

Les auteur(e)s, dans une solide introduction, rappellent l'état (foisonnant) de la production scientifique sur les programmes scolaires – dont l'importance est spécifique dans le modèle scolaire français, d'autres systèmes étant plus basés sur les manuels. Le livre s'organise en trois axes : l'interaction entre contenus d'enseignement et sorties de systèmes coloniaux, la perception dans les manuels scolaires de grandes figures ou périodes du passé, et enfin les adaptations et mutations des programmes et des manuels dans des sociétés contemporaines en mutation. L'ouvrage privilégie l'histoire et l'éducation civique, sans cependant se priver des incursions dans d'autres disciplines scolaires (sciences, préhistoire, langues vivantes).

La colonisation et ses suites

Tout d'abord, que font la colonisation et, plus encore, ses suites, aux programmes scolaires ? L'ouvrage propose une série de contributions autour de l'espace impérial français. Edenz Maurice étudie les enseignants et l'administration scolaire en Guyane après 1946 (p. 19-32). Ce territoire, progressivement départementalisé à partir du littoral, posait la question brûlante de l'adaptation d'une école – et de ses personnels – se voulant initialement assimilationniste et universaliste à une société profondément segmentée. Une situation non sans similitudes, celle de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie, est étudiée sous l'angle des enseignements linguistiques et culturels minoritaires par Marie Salaün (p. 33-44). Dans un contexte de crainte sur la pérennité des parlers locaux, les dispositifs scolaires mis en place pour les protéger ne sont pas sans effet pervers. Ainsi, la reconnaissance comme pratique scolaire en 2008 du « *Orero* », art déclamatoire polynésien, peut paradoxalement défavoriser les élèves moins doué(e)s en langues locales (p. 40-42).

Cependant, les trajectoires de sortie coloniales peuvent aussi diverger, comme dans le cas de la Réunion et de Madagascar, aux histoires longtemps connectées. Étudiant les histoires enseignées dans ces deux territoires, Pierre-Éric Fageol et Frédéric Garan (p. 45-58) montrent combien elles s'ignorent mutuellement, celle de Réunion célébrant sa diversité culturelle dans la République française pendant que celle de Madagascar privilégie un récit historique unificateur et centré sur l'émancipation nationale. De plus, comme le montre Laurence de Cock, l'école de la France métropolitaine elle-même n'est pas sans subir en contrecoup les conséquences de la colonisation. Analysant l'enseignement du fait colonial en France depuis les années 1980, elle affirme le lien entre celui-ci et la place des jeunes scolarisés issus de

l'immigration des anciennes colonies (p. 59-74). Enseigner l'histoire des colonies, souligne-t-elle, n'était-il pas, comme l'enseignement des civilisations extra-européennes parfois d'ailleurs, une manière de réussir ce que les pouvoirs publics appelaient « l'intégration » ?

Les grands personnages

Dans la deuxième partie, l'ouvrage s'intéresse à la manière dont les enjeux politiques influencent les contenus d'enseignement, par le biais de personnages et périodes historiques dans les manuels, aussi bien dans des situations démocratiques qu'autoritaires ou post-autoritaires. Jérémie Dubois analyse ainsi, dans les manuels scolaires italiens de l'après-Seconde Guerre mondiale (p. 81-91), le cas de Garibaldi, à la fois figure unificatrice, au propre comme au figuré, de la mémoire nationale italienne, et enjeu des conflits politiques. Les manuels d'auteurs de gauche italienne mettent l'accent sur son progressisme social face à l'autre figure (plus à droite) de l'unification italienne, Cavour, là où les ouvrages conservateurs proposent une lecture unanimiste des pères du *Risorgimento*. Manon Laurent, s'intéressant aux manuels scolaires d'enseignement du mandarin en Chine depuis les réformes de Deng Xiaoping à la fin des années 1970 (p. 93-104). Avec une analyse quantifiée particulièrement intéressante (p. 102), elle montre un reflux des récits communistes traditionnels (guerre civile, grands personnages) et la montée en contre-plan de thèmes nationalistes, confucéens et écologiques. Olga Konkka s'attache à étudier les variations de perception de Joseph Staline dans les manuels de la Russie post-soviétique (p. 105-120). Elle en montre la trajectoire sinueuse, de la condamnation progressive dans les années 1990 à une réhabilitation dans les années 2000-2010 s'appuyant sur la victoire antinazie et l'accession au statut de superpuissance. Avec humour, Pascal Semonsut (p. 121-134) étudie les représentations de la préhistoire dans les manuels d'histoire-géographie français, du premier comme du second degré, depuis les années 1940. Du lien entre les menhirs et le niveau de pratique religieuse de la société française, à celui entre exode rural et place des cavernes, il éclaire la manière, souvent inconsciente et involontaire, dont leurs auteurs projettent leur période sur celles de Cro-Magnon et Lucy.

Le nationalisme en question

Constituant la dernière partie de l'ouvrage, la question de l'adaptation à des nations – et des cultures politiques – en mutation se pose crûment pour les contenus d'enseignement. Géraldine Bozec (p. 141-158) montre l'évolution du récit de l'histoire de France dans le premier degré. D'un projet ouvertement patriotique à la fin du XIXe siècle, celui-ci tend à perdre cet aspect militant, tout en restant largement dans un cadre narratif national. Patricia Legris (p. 159-172) souligne les tensions dans les évolutions des programmes d'histoire dans les années 1990-2000. Celles-ci naissent des contradictions entre une certaine pluralisation (ouverture aux cultures et réalités locales, comme celles de l'outre-mer) et une volonté de garder malgré tout un cadre unifié (ce qui, ainsi dans le cas de la Corse, ne va pas sans susciter des tensions avec une histoire locale fortement ancrée chez les élèves). Ces évolutions ne sont pas univoques : Rachel Hutchins, prenant l'exemple du Texas, montre comment, sous l'influence de la nouvelle droite conservatrice entre autres, les manuels scolaires contribuent de plus en plus depuis les années 1980 à une « pédagogie mémorielle » volontiers nationaliste et unanimiste (p. 173-183). Catherine Radtka, étudiant les manuels de science polonais, anglais et français de l'après-Seconde Guerre mondiale (p. 185-200) montre des évolutions divergentes entre ces trois nations. Si, après-guerre, science, nation et reconstruction étaient intimement liés, France et Angleterre ont vu un net reflux de l'aspect national des manuels de science (parfois au profit des enjeux sociétaux), là où il survit plus sensiblement en Pologne. Aurélie de Mestral et Charles Heimberg (p. 201-212) étudient l'évolution de l'histoire scolaire en Suisse romande. Marquée à partir de 1938 par une politique de « défense spirituelle » (refus des influences étrangères vues comme néfastes), celle-ci évolue à partir des années 1970 avec la prise en compte accrue des travaux savants, des questions historiques sensibles et des équilibres complexes du fédéralisme suisse.

D'une grande richesse, ce livre montre trois récurrences dans ses différentes contributions. Certaines disciplines, comme l'histoire scolaire, tendent certes à être plus sensibles aux passions et pressions politiques, mais même les sciences ne sont pas épargnées (p. 214). De même, les acteurs et aussi les usagers de l'école ne sont pas dépourvus de capacité d'action, ou, selon une expression en vogue, d'*agency*. Enfin, à l'heure de la globalisation, de l'histoire-monde et de PISA, les réalités nationales

restent particulièrement prégnantes dans les contenus d'enseignement qui y sont étroitement inscrits.

Publié dans laviedesidees.fr le 30 mai 2019